



**Règlement de consultation**

**Projet de construction d'une boulangerie  
par la commune de Marzan**

**Marché public de Maîtrise d'œuvre**

**PROCEDURE ADAPTEE  
en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7  
du Code de la commande publique**

**Commune de Marzan (56)  
2 Rue de la Mairie  
56 130 MARZAN**

**Date et heure limite de réception des offres : lundi 23 juin 2025 à 12h.**

## **1- Dispositions générales**

Identification de l'organisme qui passe le marché :  
Commune de MARZAN (Morbihan)

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :

Commune de MARZAN - Mairie – 2, rue de la Mairie - 56130 MARZAN

Représentée par M. Denis LE RALLE, Maire.

Téléphone: 02.99.90.63.02 Mail:mairie@marzan.fr

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Adresse auprès de laquelle les renseignements administratifs et techniques peuvent être obtenus :

Mairie – 2, rue de la Mairie 56130 MARZAN

Tél : 02.99.90.63.02

Mail : dgs@marzan.fr

## **2- Objet du marché**

La présente opération porte sur un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération de construction d'une boulangerie par la commune de Marzan, place de La Fontaine.

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges et pour les missions dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **3- Procédure, forme, caractéristiques**

### **a. Mode de passation**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

### **b. Forme**

Les prestations de la présente consultation ne sont pas alloties.

Le marché est constitué d'une unique tranche ferme.

### **c. Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de candidature est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :  
<https://www.megalys.bretagne.bzh>

### **d. Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Acte d'engagement
- CCAP
- Cahier des charges
- CCTP
- RC
- DPGF

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié. Toutes les modifications apportées à la consultation seront portées à la connaissance des candidats via la plateforme de dématérialisation des marchés publics par alerte aux adresses électroniques indiquées lors du retrait électronique du dossier de consultation.

La personne publique ne pourra être tenue responsable de la non consultation par le candidat de sa messagerie électronique.

#### **e. Réponse et groupement**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en tant que titulaire et en tant que membre d'un groupement.

Conformément au Code de la Commande Publique, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur seront exclus de cette procédure.

#### **4- Durée du marché et délais d'exécution**

La durée du marché (18 mois) et les délais d'exécution sont fixés dans le CCAP.

La date prévisionnelle de début des prestations est : août 2025

Pour une meilleure compréhension, le candidat indiquera les délais afférents aux différentes phases et prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### **5- Présentation des propositions**

Les offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, par voie électronique sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée dans l'avis d'appel public à la concurrence et rappelée ici : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Les plis déposés sous format papier ne sont plus acceptés.

Aucune autre forme de transmission électronique (par exemple par courriel électronique) n'est autorisée.

Le pli peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom ou clé USB) ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention «copie de sauvegarde», ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Le pli est présenté sous la forme d'un seul fichier compressé au format .zip et nommé « XXX », XXX correspondant à la dénomination sociale de l'entreprise candidate ou de l'entreprise mandataire en cas de groupement.

Le fichier .zip comprendra deux sous-fichiers nommés « candidature » pour les pièces relatives à la candidature et « offre » pour les pièces relatives à l'offre.

Les variantes ne seront pas prises en considération. Les candidats ne pourront remettre qu'une seule offre technique et financière.

Les candidatures et les offres ainsi que les documents de présentation associés seront entièrement rédigés en langue française. Conformément à l'article 6 du Code des marchés publics, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exigera que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **a. Candidature**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les renseignements ou documents justificatifs listés ci-dessous, dès lors que la Personne Publique a la possibilité de les obtenir directement et gratuitement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat fournit l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques (adresse, identifiant, mot de passe, etc.).

Les pièces de la candidature sont celles prévues aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

1. Renseignements concernant la situation juridique du candidat :
  - Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
  - Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
  - Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail.
2. Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :
  - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
3. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :
  - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
  - La liste des projets exécutés au cours des trois dernières années, avec indication du montant, de la date et du lieu d'exécution, avec attestation du maître d'ouvrage.
  - Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

## **b. Offre**

Le candidat devra remettre dans son offre :

1. L'acte d'engagement (AE) complété, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché.
2. L'offre de prix suivant le fichier Excel de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) renseigné et signé.
3. Un mémoire technique qui présentera sa compréhension du sujet et ses premières réflexions intégrant les objectifs de la maîtrise d'ouvrage ainsi que la méthodologie que le candidat envisage de suivre afin de mener à bien le projet (15 pages A4 maximum).  
Le mémoire devra détailler l'organisation générale en justifiant les méthodes de travail proposées pour les différents postes de la mission et sur toute sa durée, avec les différents partenaires associés au projet, le cas échéant, description et justification du fonctionnement et de la répartition des tâches au sein du groupement
4. Une proposition de planning de réalisation des missions (pour études et travaux) incluant le nombre prévu de réunions et indiquant clairement les durées et dates d'exécution de chaque phase,
5. Le descriptif de l'équipe et le cas échéant des entreprises du groupement en précisant l'interlocuteur principal en charge de la mission et garant de la qualité de chacun des intervenants proposés.
6. Une présentation succincte de 3 projets similaires menés par le candidat et son équipe.

## **6- Jugements des offres**

Ne seront pas admises les candidatures :

- qui ne sont pas recevables en application des articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique ;
- ou qui ne sont pas accompagnées des pièces demandées ;
- ou qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes ;
- ou qui ne sont pas transmises par voie dématérialisée sur la plateforme de dématérialisation telle qu'indiquée

Les personnes physiques ou morales en état de liquidation judiciaire et les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ne sont pas admises à concourir pour l'attribution de ce marché public. Pour être admises à concourir, les personnes physiques ou morales admises au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

- **prix : 60%.**

L'appréciation du prix se fera au regard du prix annoncé dans les bordereaux de prix. La note sera proportionnelle au prix proposé par le candidat. Le meilleur prix se verra attribuer la note de 60. Les notes seront ensuite dégressives, proportionnellement au meilleur prix selon la formule : (prix offre la moins disante / prix offre candidat) x 60

- **valeur technique : 40%**

Ce critère sera analysé sur la base du mémoire justificatif fourni par le candidat, reprenant au minimum les éléments décrits au chapitre 5b3 du présent règlement.

La valeur technique de l'offre sera notée sur 40 points de la manière suivante :

Critères	Nombre de points
Compréhension du programme et méthodologie proposée et adaptée à la réalisation du projet	<b>10</b>
Organisation générale et moyens humains et techniques mis en œuvre pour assurer les prestations, capacité de mobilisation de l'équipe et disponibilités, nature des livrables	<b>10</b>
Références et expériences en adéquation avec le projet	<b>10</b>
Planning et délais d'exécution	<b>10</b>

La note globale (N) du candidat est égale à la somme des notes attribuées respectivement pour le prix et pour la valeur technique.

L'offre du candidat ayant la note globale N la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

## 7- Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une négociation avec au maximum les **trois candidats** qui auront été les mieux classés sur la base des critères de jugement des offres définis dans le présent règlement de consultation.

Dans cette hypothèse, les trois candidats les mieux classés pourraient être auditionnés **le jeudi 26 juin, à partir de 9h, à la mairie de Marzan**. La maîtrise d'ouvrage invite d'ores-et-déjà les candidats à noter cette date dans le cas où leur candidature serait retenue en audition. L'invitation à négocier précisant l'heure de convocation sera transmise par voie dématérialisée.

La négociation portera sur tous les éléments de l'offre présentée, elle ne pourra pas avoir pour objet la production éventuelle de variante complémentaire. Elle pourra être écrite ou conduite par entretien physique ou téléphonique avec les candidats.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que la négociation avec le candidat est terminée, il sera demandé au candidat de produire un nouvel acte d'engagement qui constituera l'offre définitive.

Toutefois, il est porté à la connaissance du candidat que l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc dans l'intérêt du candidat d'optimiser son offre.

## 8- Justificatifs à fournir par l'attributaire

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Un extrait de K-bis	Un extrait de K-bis (ou extrait K, ou extrait D1 ou à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat)
Les attestations et certificats	Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations : - fiscales auprès du Trésor public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr). - sociales auprès de l'URSSAF (ou autres organismes selon l'entreprise). Le candidat établi à l'étranger produit un certificat de régularité sociale établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement. En outre, il produit les pièces prévues aux articles R,1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-3 du Code du travail.
La liste nominative des salariés étrangers	- la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail (art. D.8254-2 du Code du travail).
Les attestations d'assurances de responsabilité civile et décennale, le cas échéant	
Un Relevé d'Identité Bancaire IBAN	

## **9- Sauvegarde**

L'acheteur public se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation en ne passant pas de marché avec quelque entreprise que ce soit pour des motifs d'intérêt général.

Cette disposition vaut quand bien même une entreprise aurait été avisée que son offre était retenue et même si la mise au point de cette offre a pu nécessiter pour l'entreprise des études complémentaires.

## **10- Recours**

Organisme chargé des procédures de recours et auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rennes  
3 contour de la Motte CS 44416  
35044 Rennes  
Téléphone : 02 23 21 28 28  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)